



Maurice Kamto ne recule devant rien, face au régime de Yaoundé, déterminé à tout pour museler son parti de MRC. Depuis sa résidence où est pratiquement séquestré depuis 2 mois, l'avocat-politicien écrit :

*Depuis hier **Me Mispa AWASUM**, Présidente nationale des Femmes MRC, s'est vue notifiée une garde à vue de 15 jours à la Direction Régionale de la Police Judiciaire (DRPJ), suite à la tentative d'un groupe de femmes du parti qu'elle conduisait de rendre visite au Président national du MRC assigné à résidence de fait depuis deux mois, pour demander sa libération. Ce placement en garde à vue intervient après la mise en détention provisoire à la Prison de New Bell à Douala de Me Richard TAMFU (secrétaire national chargé de la réforme et de la modernisation de l'Etat), les menaces d'arrestation qui pèsent sur Me Cheik Ali ASSAD (secrétaire national chargé des questions électorales, administratives et traditionnelles et de la société civile).*

En dehors d'être tous des Avocats, l'autre dénominateur commun de toutes ces personnes est qu'elles occupent des postes de responsabilité élevés au sein du MRC. Il est donc clair, comme nous n'avons cessé de dire, et s'il subsistait encore le moindre doute, que le régime dictatorial en place a décidé de décapiter le MRC et d'anéantir sa capacité à déployer ses activités politiques pour le réduire au silence. 22 femmes parmi celles qui demandaient hier la libération du Président national du MRC et de leurs nombreux camarades en détention depuis les

marches pacifiques du 22 septembre dernier ont été arrêtées et détenues dans les cellules de certains commissariats de police à Yaoundé.

Comment expliquer qu'un régime qui revendique brillamment d'être l'artisan d'une "démocratie avancée" dans notre pays se donne pour activité la traque de ses opposants politiques ? Au lieu d'assurer la sécurité du territoire et des citoyens, la police et la gendarmerie nationales sont devenues une police politique et les services des renseignements consacrent l'essentiel de leur temps au noyautage de l'opposition et à la surveillance de ses militants. Le Cameroun est plus que jamais un État policier qui rappelle les jours sombres de la période coloniale et deux premières décennies de l'indépendance ; un État policier qui commence vraiment à rappeler le Haïti des "tontons macoutes". Mais face à cette répression et cette persécution dont il est victime, le MRC ne cédera pas. Plus qu'un parti politique, le MRC est un état d'esprit, une vision humaniste, généreuse et patriotique de notre pays et de son peuple qui parle aux Camerounais au plus profond d'eux-mêmes. Aucun embastillement de ses leaders, fût-il de tous ses leaders ne suffira à le tuer. D'autres prendront la relève.

La soif de liberté et de justice est en chaque être humain normal, et c'est cette soif qui met les militants du MRC debout. Le MRC exige - La libération immédiate de ses nombreux militants et sympathisants injustement arrêtés et détenus depuis la veille du 22 septembre ;

- L'arrêt des persécutions, de la traque, du harcèlement et de l'intimidation de ses militants. Rien ne nous empêchera de continuer à demander, d'une part, de faire la paix dans le NOSO en organisant un cessez-le-feu immédiat pour créer les conditions d'un dialogue politique inclusif, franc et sincère, d'autre part, une réforme consensuelle du système électoral afin s'instaurer dans notre pays une démocratie apaisée qui nous épargne des crises postélectorales à répétition.

Fait à Yaoundé, le 22 novembre 2020

Le Président national du MRC